

Documents sauvegardés

Challenge^s

© 2025 Challenges. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20251002-CHW-628275

Nom de la source

Challenges (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Jeudi 2 octobre 2025

Challenges (site web) • 723
mots

René Dosière remet un coup de pression sur la déontologie d'Emmanuel Macron

Thierry Fabre

Le président de l'Observatoire de l'éthique publique publie une note pour rappeler au président de la République sa promesse de créer un poste de déontologue, afin de traiter les sujets explosifs pour les 822 agents du Palais de l'Élysée : les conflits d'intérêts, le pantouflage ou les cadeaux reçus par les autorités étrangères. Promesse faite il y a deux ans et toujours pas tenue.

René Dosière est dans l'expectative. Le président de l'Observatoire de l'éthique publique avait reçu très officiellement, le 28 août, une lettre de mission de François Bayrou, alors Premier ministre, pour faire la lumière sur le train de vie de l'Etat, « *les moyens dévolus aux responsables publics* », et notamment la rémunération des ministres. Depuis la chute du gouvernement Bayrou et la nomination de Sébastien Lecornu, l'ex-parlementaire attend un signal de Matignon sur la suite de cette mission, qui devait mobiliser un magistrat de la Cour des comptes et des universitaires.

En attendant, Dosière ne chôme pas. Ce pourfendeur des dérives de la gestion de l'argent public publie un texte qui pointe l'Élysée et rappelle à Emmanuel

Macron sa promesse de créer un poste de déontologue. « *A quand un déontologue au Palais de l'Élysée ?* » questionne cette note de l'Observatoire de l'éthique publique co-signée par Matthieu Caron, le directeur général du think tank, que *Challenges* pu consulter.

Une promesse de Borne non tenue

Après un rapport de Jean-Marc Sauvé, grand commis de l'Etat et secrétaire général du gouvernement pendant dix ans, qui avait étayé cette nécessité de créer ce type de fonction, Matignon et l'Élysée ont promis à plusieurs reprises d'embaucher des déontologues. En octobre 2003, Élisabeth Borne, alors Première ministre, s'y était engagée dans une réponse à une question écrite de la députée socialiste Christine Pirès-Beaune. Le 23 mars dernier, la parlementaire a déploré, dans une autre question écrite à Matignon, que cette promesse ne soit pas tenue. Depuis, elle n'a reçu aucune réponse. René Dosière a donc voulu mettre un nouveau coup de pression.

Emmanuel Macron expose les compteurs en déplacements et réceptions

Certes, sa note est nuancée. Elle précise que « *l'absence d'organe de déontologie ne signifie nullement que l'éthique publique n'ait pas fait son entrée à l'Élysée* ». Et elle pointe les progrès accomplis, notamment la création d'un véritable budget, contrôlé chaque année par la Cour des comptes, et l'exigence de déclarations d'intérêts à la HATVP (Haute autorité pour la transparence de la vie publique), rendue plus sévère après l'affaire Benalla.

Il n'empêche, la création d'un poste de déontologue accélérerait ces progrès. Dosière propose de mettre en place un « *collège de déontologie* », composé de membres choisis dans le personnel de l'Élysée et de personnalités extérieures (Cour des comptes, Conseil d'Etat, Cour de cassation), plutôt qu'un déontologue agissant en solitaire. Ce collège constituerait « *un organe de conseil à la disposition des agents de la présidence de la République* » (822 personnes en 2024), mais sans pouvoir disciplinaire. Il pourrait se saisir ou répondre aux demandes sur des sujets explosifs : la « *prévention des conflits d'intérêts* », le « *cumul d'activités* », le « *pantouflage* », c'est-à-dire la mobilité vers le secteur privé mais aussi « *la réception de*

Documents sauvegardés

cadeaux et les invitations par les autorités étrangères ».

Des policiers indemnisés deux fois à l'Élysée

Lorsqu'il était parlementaire, René Dosière avait poussé la présidence de la République à faire le ménage – son livre *L'Argent caché de l'Élysée (Seuil)* en 2007 avait constitué un électrochoc en révélant le véritable budget du Palais. Il agit aujourd'hui comme une vigie, en poussant Emmanuel Macron à aller plus loin.

Cet été, lors de la publication du rapport de la Cour des comptes sur la gestion de l'Élysée, il avait, dans une tribune publiée dans *Challenges*, admis les améliorations mais pointé une série de lacunes de gestion, par exemple le fait que les policiers affectés au GSPR (le Groupement de sécurité de la présidence de la République) soient indemnisés deux fois, par la présidence et le ministère de l'Intérieur. Un système qu'il dénonce depuis 2020. Avec Dosière, les gestionnaires du Palais ne risquent pas de se reposer sur leurs lauriers.

Cet article est paru dans Challenges (site web)

https://www.challenges.fr/politique/ren-e-dosiere-remet-un-coup-de-pression-sur-la-deontologie-de-emmanuel-macron_626275